

5. abus de fraude législative

La Fraude de l'abus de la loi

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

C'est un sujet peu divertissant, mais la loi peut être abusée pour promouvoir la criminalité, et dans de nombreux cas à travers l'histoire, elle a été utilisée à ces fins exactement.

Dans l'ancienne Babylone, c'était la loi que vous deviez coucher avec une prostituée du temple et payer votre taxe de temple afin de vous pardonner vos péchés, y compris les retards de paiement au gouvernement. Vous avez également dû sacrifier votre premier-né en brûlant le bébé vivant en l'honneur de Moloch (pour éviter et contrôler les résultats de leurs autres lois obligeant les gens à avoir des relations sexuelles, des relations sexuelles et plus de relations sexuelles de toutes sortes et pour chaque occasion.)

Nous avons tendance à ne pas penser à l'abus de droit, mais nous devons le faire, car notre monde entier souffre de cette maladie.

Tout au long de nos enquêtes, nous avons trouvé l'Angleterre et l'Écosse au bas de l'abus de droit dans tous les lieux et lieux que nous avons étudiés; bien qu'il soit souvent fait apparaître que "l'Amérique" est la source du malaise, il peut être rapidement déterminé que la source réelle du problème demeure la malversation et la mauvaise administration des sociétés municipales du district de Columbia --- des organisations pour lesquelles de nombreux Américains travaillent, mais qui sont de nature étrangère et d'alliance.

Une enquête plus approfondie révèle un schéma universel de l'Angleterre et de l'Écosse travaillant ensemble pour promouvoir les activités criminelles, en particulier les délits financiers, au cours des deux derniers siècles, qui coïncide à peu près avec le mariage de la famille royale avec les financiers écossais, les réformes législatives du Scottish Lord Mansfield, et le gigantesque système d'usurpation d'identité lancé par une société commerciale écossaise se faisant simplement appeler "Les États-Unis d'Amérique" - Incorporated.

C'est l'Écosse qui a affrété, hébergé et imposé "Les États-Unis d'Amérique" --- Incorporated, et sa "Constitution d'entreprise" non divulguée en 1868, des actions qui ont permis à cet Interloper d'accéder à notre crédit par vol d'identité et usurpation d'identité de le gouvernement légal, qui était, bien entendu, autorisé par les banques internationales complices.

Ce sont les financiers écossais qui ont compris comment légaliser la titrisation en général et en particulier, la titrisation de la chair vivante via le processus d'usurpation d'identité et d'émancipation; ce sont eux qui ont trouvé les moyens de légaliser un certain nombre de délits, de l'application des lois sur les cours juridiques privés au grand public à l'hypothèque de la dette foncière, à la substitution des forces de police privées aux forces publiques de maintien de maintien de la paix, et ce que l'on appelle la "loi sur les actions" britannique pour la common law américaine.

Bien plus que leurs homologues anglais, les avocats écossais ont été les principaux pourvoyeurs de confusions, de juridictions divisées et de mélange du droit du pays avec le droit de la mer. Cela a ouvert des possibilités d'activités qui ont été diversement décrites comme des biens "accrochés" et "saisissant", en particulier lors de l'utilisation de demandes d'abandon alors qu'en fait aucun abandon de ce type n'existe.

Nous avons découvert de nombreux cas où des demandes d'abandon ont été utilisées par des banques commerciales pour saisir des comptes séquestres non divulgués dus à des Américains qui ont vu leurs domaines de droit d'aînesse illégalement convertis et supprimés et autrement manipulés de manière à promouvoir exactement ce type de fraude.

Cette forme particulière de fraude se produit le plus souvent dans le domaine de l'hypothèque résidentielle où une hypothèque due par une ancienne entité gouvernementale est réduite au demandeur actuel involontaire, dont le crédit et les intérêts propres dans la maison sont censés générer tous les fonds pour la transaction, mais qui est alors considéré comme un "propriétaire absent".

Les victimes ne sont pas informées de la vraie nature de l'hypothèque en tant que dette antérieure envers des biens détenus dans une fiducie, et la nature de la transaction elle-même n'est jamais pleinement divulguée, ni le résultat final de tout cela jamais révélé --- c'est, que même après avoir remboursé environ cinq fois le montant total de l'hypothèque au cours de trente ans, la victime de ce régime vicieux ne sera toujours qu'un locataire redevable d'un "futur contrat de location-vente".

La propriété détenue en fiducie ne peut être vendue tant que toutes les dettes et charges ne sont pas remboursées et que la fiducie n'est pas liquidée. Cette accumulation de dette publique est l'hypothèque que l'Acheteur rembourse, mais même lorsque cela est gratuit et clair, aucune instruction n'est donnée pour reconvertir la propriété de la fiducie étrangère, elle reste donc détenue en fiducie et l'acheteur / propriétaire reste locataire de la fiducie, et toute la victime obtient pendant trente ans de travail acharné et l'entretien est un "avenir" contrat de location-achat à un moment indéterminé où de nouveaux coûts et charges s'accumuleront et s'appliqueront.

Autrement dit, les victimes remboursent une hypothèque pour le monarque britannique, qui promet ensuite un autre arrangement futur - un bail, avec plus de paiements attachés. Ainsi, la victime pense qu'il est propriétaire de la maison qu'il a payée cinq fois, mais en fait, à moins qu'il ne la reconvertisse à la juridiction foncière et foncière après avoir remboursé l'hypothèque et obtenu son brevet, plus d'accusations sont portées contre un futur achat de location de la propriété

de la fiducie et l'ensemble du processus se répète.

L'Acheteur est en fait un Locataire, et une fois l'hypothèque remboursée, un futur locataire. Le bail présumé continue d'accumuler des frais de la part des surveillants du «gouvernement» et n'est pas transférable, donc lorsque de nouvelles personnes achètent la même propriété, le processus recommence dès le début avec une hypothèque à rembourser en premier, puis un bail présumé, etc.

Cela n'est jamais divulgué à l'acheteur, il s'agit donc d'une raquette immobilière au profit du monarque britannique et de diverses organisations de copinage qui fournissent des titres et des titres d'assurance, des membres de l'association du barreau qui fournissent des services juridiques et, bien sûr, des banques.

La victime de ce régime n'est également jamais informée du compte séquestre qui sera mis en place en son nom pour récupérer les fonds récupérés de son crédit excédentaire. Son incapacité à percevoir le compte séquestre - dont on ne lui a jamais parlé - est interprétée comme un cadeau à la banque, qui réclame les fonds séquestres comme des biens abandonnés.

Les propriétaires absents de ce pays et d'autres pays du monde qui ont été fraudés de la même manière comptent des centaines de millions, simplement parce qu'ils ne savent pas que, grâce aux enregistrements effectués lorsqu'ils étaient bébés, ils ont été victimes de la traite dans des juridictions territoriales étrangères et doivent prendre des mesures pour se convertir légalement à leur statut de droit d'aînesse avant d'être réellement éligibles à leur propre terre.

Jusque-là, le monarque britannique avide sera plus qu'heureux d'agir en tant que fiduciaire public et de garder toutes les terres sous sa garde, de garder la raquette en marche et de montrer à tous les futurs propriétaires en Amérique des "absents".

Cette conversion secrète et illégale de leur statut politique naturel fait des victimes américaines des sujets du monarque britannique, et les soumet également à des formes de droit étrangères, les prive de leurs droits de propriété et de leurs garanties constitutionnelles --- les réduit au remboursement des hypothèques dus par les gardiens du gouvernement, et vivre en tant que locataires sur leur propre terre --- et tout cela se fait par des abus de droit et sans leur verser un sou pour leur contribution simplement présumée "volontaire" de leurs actifs au British Territorial Public Trust.

Toutes ces chicanes et fraudes juridiques égoïstes délibérées entraînent un enrichissement injuste pour les auteurs et des crimes contre les nouveau-nés et sont toutes imposées comme une loi, ou plutôt, un abus de droit, exigeant l'enregistrement des nouveau-nés en tant que propriété appartenant aux franchises de l'État-État territorial britannique qui se substituent à nos propres organisations d'État depuis la guerre civile.

Le thème de sacrifier des bébés à Molloch est une partie principale de l'ancienne religion babylonienne, et ces pratiques et le manque de respect sous-jacent pour la vie sont condamnés dans toute la Bible. Il n'est pas nécessaire de chercher loin pour déduire que cette ancienne religion a encore une fois élevé la tête.

Après avoir vu l'étrange cérémonie de procession aux Jeux olympiques de Londres, qui comprenait des personnages peignés et cagoulés se promener dans l'effigie d'un bébé mort dans un cercueil, et prendre ce génocide en col blanc sur papier de bébés américains pour ce qu'il vaut, nous concluons que cet ancien mal a de nouveau pris pied.

Les tentatives continues de tuer des bébés à la fois par le biais de l'avortement et sur le papier ont vraisemblablement entraîné un manque de respect pour la vie, la destruction de la famille, le dénigrement des hommes et leur rôle dans la famille, et une fascination contre nature et souvent perverse pour le sexe de toutes sortes que nous voyons reflétées dans divers mouvements politiques.

Rien de tout cela ne serait possible sans l'abus de droit et dans ce cas, l'usurpation de la chair vivante en tant qu'entreprises non vivantes. Rien de tout cela ne serait possible sans substitution délibérée du droit privé au droit public. Rien de tout cela ne serait possible sans que des avocats, des avocats et des juges tordus profitent de l'abus de la loi.

Nous souhaitons que les crimes de personnage et de barratry soient poursuivis.

Nous souhaitons que toutes les inscriptions et allégations d'intérêt public similaires visant à s'accrocher aux bébés et à leurs bons noms soient renversées en attendant la preuve tangible que ces bébés sont en fait des pupilles de l'État et ne sont pas soutenus et soignés par leurs parents, ainsi que des preuves tangibles et la preuve que ces bébés, maintenant des adultes, ont renoncé à leurs domaines du droit d'aînesse dans des conditions de pleine divulgation.

Nous souhaitons mettre fin à l'abus de droit afin de promouvoir l'enrichissement injuste des tribunaux, des fonctionnaires des tribunaux et des gouvernements.

Nous souhaitons un moyen simple et efficace de signaler et de poursuivre ces crimes contre nous, contre nos intérêts immobiliers et contre l'humanité.

Nous souhaitons un moyen efficace d'exiger la divulgation complète de tous les contrats dans toutes les juridictions.

Nous souhaitons une guérison systémique de ces stratagèmes de fraude afin que les gens n'aient plus à chercher pendant des décennies pour trouver les recours requis par la loi et lutter contre le personnage dans les tribunaux et l'intérêt personnel dans l'industrie des services gouvernementaux.

Nous souhaitons mettre fin à la traite des êtres humains, au vol d'identité, au vol d'actifs et à la coercition promus par ces sociétés municipales fonctionnant comme des prestataires de services gouvernementaux.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

13 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:26 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:26 by Bee